

Crise du « savoir habiter », exclusion sociale et accompagnement à l'autoréhabilitation du logement

Daniel Cérézuelle (PADES)

Daniel Cérézuelle, directeur scientifique du Programme d'autoproduction et développement social (PADES), a présenté cette communication, le 7 novembre 2006, dans le cadre du Séminaire

Développement durable et économie de l'environnement, co-organisé par l'Iddri et la Chaire Développement durable École polytechnique-EDF. Ce texte n'engage que son auteur. En mettant ce document en ligne sur son

site, l'Iddri a pour objectif de diffuser des travaux qu'il juge intéressants pour alimenter le débat. Pour toute question, merci de contacter l'auteur : daniel.cerezuelle@numericable.fr

Tous droits réservés.

Sommaire

| | |
|---|----|
| La crise du « savoir habiter » et ses coûts | 3 |
| De la crise du « savoir habiter » aux chantiers d’autoréhabilitation accompagnée | 5 |
| La peste ou le choléra ? | 8 |
| Une question d’égalité | 9 |
| Penser <i>activité</i> et <i>ressources</i> et pas seulement <i>emploi</i> et revenu <i>monétaire</i> | 11 |
| Économie non monétaire et socialisation | 13 |
| La part occultée de l’économie | 14 |
| Des ressources menacées ? | 16 |
| Pour conclure et pour ouvrir | 17 |

La modernisation accélérée de nos sociétés s’accompagne d’une crise du « savoir habiter ». Nous en examinerons les conséquences pour les politiques de l’habitat et les publics en difficulté sociale. Une rapide présentation des démarches d’accompagnement à l’autoréhabilitation du logement permettra de mettre en évidence la fonction socialisante de l’autoproduction et de l’économie non monétaire dans une société moderne.

La crise du « savoir habiter » et ses coûts

Le mal logement n’a pas que des causes économiques, techniques et sociales, il a aussi des causes culturelles et tout particulièrement une crise du « savoir habiter ». Par « savoir habiter » nous entendons la capacité à la fois pratique et psychologique à utiliser et entretenir son logement, à se l’approprier, à maîtriser les diverses interactions sociales, techniques, symboliques, économiques, qui accompagnent le fait de *vivre* dans un logement, de l’entretenir, et pas seulement d’occuper des mètres carrés. Les conséquences sociales et économiques de cette crise du savoir-habiter quelque part sont très importantes, qu’on les aborde du point de vue des politiques urbaines ou de celui des politiques sociales.

Faisant le bilan des politiques de rénovation urbaine dans les quartiers en difficulté, Michel Bonetti, chercheur au laboratoire de sociologie urbaine générative du Centre scientifique et technique du bâtiment, souligne que faute de modifier la relation que les habitants entretiennent avec leur habitat on court encore une fois le risque d’une dégradation rapide de ces quartiers dès l’achèvement de la rénovation. Michel Bonetti insiste sur le fait que ce risque est essentiellement lié au déficit de gestion urbaine de ces quartiers, « car très souvent les améliorations des modes de gestion engagées dans le cadre de ces opérations ne sont pas à la mesure des problèmes qui se posent et des investissements engagés. Or ces investissements sont considérables, ils représentent souvent plusieurs centaines de millions d’euros pour des quartiers comportant 1 000 à 2 000 logements ». « Le déficit de gestion urbaine des quartiers rénovés menace en définitive la pérennité des investissements réalisés ».¹ Il risque de ruiner l’effort financier très important des pouvoirs publics en faveur de ces quartiers en difficulté et de leurs habitants, et de rendre vaine l’énergie considérable déployée par les différents acteurs qui se sont mobilisés pour concevoir et réaliser ces projets. Michel Bonetti s’intéresse surtout à la gestion des espaces extérieurs et « publics » des quartiers. Mais il y a une autre dimension de ce déficit de gestion urbaine qui concerne les espaces intérieurs et privés : rien n’est fait pour consolider la capacité des occupants à s’approprier leur logement et à l’entretenir.

Du point de vue des politiques urbaines nous ne connaissons pas (il en existe peut-être) d’étude documentant le manque d’entretien des logements par leurs occupants, évaluant l’ampleur du phénomène et ses effets sur le patrimoine bâti. Il n’en reste pas moins qu’aujourd’hui on se rend compte que de nombreux ménages n’ont pas été initiés aux savoir-faire et aux savoir-être qui permettent *d’habiter* quelque part. D’autres qui les avaient les perdent. Il en résulte un déficit d’entretien des logements et parfois une dégradation irréversible du bâti dont résulte la nécessité de démolir. Par exemple les élus de la ville des Mureaux nous confiaient que la municipalité a dû faire démolir, après les avoir fait réhabiliter à coup de millions d’euros, des immeubles collectifs très dégradés parce que les occupants

¹ Michel Bonetti, « Le statut et l’enjeu politique de la gestion urbaine », CSTB avril 2007 ; Michel Bonetti : « Chroniques de la dégradation annoncée des opérations de rénovation urbaine liée au déficit de gestion urbaine », CSTB avril 2007 ; Michel Bonetti et Jean Bouvier, « L’amélioration de la gestion urbaine, un enjeu majeur du développement urbain durable », CSTB, avril 2007.

avaient des comportements qui assez rapidement ont entraîné des dégradations irréversibles. Par contre des immeubles identiques et construits au même moment, dans le cadre du même programme, sont toujours en bon état parce que les occupants savent les « habiter ».

La difficulté de certains ménages à entretenir leur logement concerne non seulement une partie du parc social mais aussi une partie non négligeable du parc privé. On signalera pour le milieu urbain le problème très épique des copropriétés dégradées. Quant au milieu rural, c'est par millions qu'au cours des trente dernières années on a laissé des publics économiquement fragiles quitter les quartiers urbains d'habitat ouvrier pour accéder à la propriété sur des terrains individuels ou des lotissements très éloignés des zones d'emploi, voire des bourgs et des services. Plus leurs moyens économiques sont modestes et plus ils sont isolés. Un grand nombre d'entre eux occupent des maisons de type pavillonnaire qu'il faut commencer à réparer avant même qu'elles soient finies d'être payées. Les ménages qui les occupent ne peuvent assurer la charge financière de leur logement qu'à la condition de disposer de deux salaires, donc de deux automobiles, etc. Une partie importante de ce public a rompu avec son environnement d'origine, a du mal à s'adapter dans son nouvel environnement et ne maîtrise pas les savoir-faire techniques indispensables pour entretenir, réparer et éviter la dégradation de leur logement. En France ce désastre au ralenti concerne des centaines de milliers de logements. Comme leur implantation est diffuse, cette dégradation passe relativement inaperçue et ne fait l'objet d'aucune mesure adaptée, préventive ou curative. Dans de nombreux territoires on peut s'attendre à une véritable clochardisation de cet habitat et du paysage environnant.

Du point de vue des politiques sociales on constate aussi qu'en milieu urbain comme en milieu rural, en banlieue comme en centre ville, des personnes en difficulté sociale, très démunies ou menacées d'exclusion, connaissent des problèmes de logement difficiles à résoudre ; elles occupent un logement dégradé, voire indécent ou insalubre, sont mal insérées socialement et ont parfois du mal à assumer leur rôle éducatif. Il est difficile de proposer des mesures appropriées pour améliorer la situation de logement de ces ménages. Une mesure de relogement, même lorsqu'elle est possible, s'avère inadaptée pour une partie de ces publics auxquels elle fait courir au moins deux risques : premièrement, le relogement dans le parc social ou très social peut entraîner une rupture des liens de sociabilité ; deuxièmement, l'accès à un logement « aux normes » ne favorise guère une véritable appropriation de l'habitat et contribue au maintien d'une culture de la dépendance, si souvent déplorée chez les usagers de l'habitat social. Ils vont donc reproduire dans un nouveau logement leurs difficultés à occuper et à entretenir leur espace de vie. Dans bien des cas, il serait donc préférable de maintenir ces ménages sur place ; mais alors il faut enrayer un processus de dégradation du logement et procéder à une remise en état. Comment faire, alors que bien souvent ces publics manquent non seulement des ressources monétaires mais aussi des ressources culturelles et des savoir-faire indispensables pour améliorer ou simplement pour entretenir leur logement ?

Face à ces problèmes les politiques de l'habitat qui consistent à construire ou à réhabiliter industriellement des logements livrés clé en main et le meilleur marché possible, comme on le fait depuis plus d'un demi-siècle, peuvent certes permettre de répondre à un manque de logements corrects, mais c'est une illusion techniciste et économique de croire que cela permettra de répondre aux problèmes engendrés par cette crise du savoir-habiter, problèmes dont les répercussions économiques et sociales sont considérables.

Par contre, un travail de réhabilitation associant activement les familles pour favoriser l'adaptation des logements permet une appropriation durable et un meilleur entretien des logements. Cela permet aussi de maintenir pendant de longues années un patrimoine tout en économisant des sommes considérables.

Crise du “savoir habiter” exclusion sociale et accompagnement à l’auto-réhabilitation du logement, Daniel Cézérelle.

De la crise du « savoir habiter » aux chantiers d’autoréhabilitation accompagnée

On ne sait pas assez que des associations ont déjà expérimenté des démarches très intéressantes d’accompagnement à l’autoréhabilitation du logement. Ces associations travaillent en partenariat avec les services sociaux des Conseils généraux, des Caisses d’allocations familiales (CAF), des Centres communaux ou intercommunaux d’action sociale, des Commissions locales d’insertion, ou des services responsables de la politique de développement social urbain ou rural, etc. Dans le cadre d’un projet d’insertion sociale, elles proposent à des publics en difficulté sociale et menacés d’exclusion de mobiliser leur propre force de travail pour remettre en état le logement qu’ils habitent ou qu’ils occuperont. Afin que ces travaux soient réalisés conformément aux règles de qualité et de sécurité, elles proposent d’encadrer ces chantiers et de fournir aux bénéficiaires un monitorat technique et social qualifié.

L’expérience montre que lorsqu’elles sont bien conduites ces démarches d’accompagnement à l’autoréhabilitation du logement peuvent avoir des effets sociaux et techniques très intéressants et qu’elles offrent un outil de développement social territorialisé adaptable à la diversité des contextes locaux et des publics en difficulté². Les entretiens que nous avons effectués avec des bénéficiaires des chantiers et avec des travailleurs sociaux, confirment que des chantiers d’autoréhabilitation peuvent avoir des effets très intéressants, à la fois en termes d’insertion sociale et en terme d’appropriation et d’entretien du logement. Bien entendu cela ne fonctionne pas de manière magique et ne résout pas tous les problèmes. Cependant il est possible de caractériser sommairement les divers effets que l’on est en droit d’attendre des chantiers d’autoréhabilitation lorsqu’ils sont bien mis en œuvre.

Au plan technique

Les effets positifs apparaissent clairement en termes d’amélioration effective et durable du logement, en termes d’acquisition de savoir-faire et de culture technique favorisant l’entretien du logement et enfin en termes d’appropriation et d’adaptation du logement au mode de vie de ses occupants. À cet égard les chantiers d’autoréhabilitation accompagnée offrent un outil précieux (et on n’en a guère d’autre !) pour endiguer, voire corriger les effets du déficit de « savoir habiter ».

Mais les effets sociaux de ces chantiers sont également intéressants pour la gestion urbaine, dans la mesure où ils permettent de modifier la situation sociale des occupants des logements concernés.

Pour l’individu bénéficiaire

Pendant le chantier, l’autoréhabilitation a un rôle redynamisant, il permet de reprendre des travaux déjà engagés mais interrompus avant de rendre possible un projet professionnel en panne. Plus fréquemment le programme a un effet enclenchant, il permet de démarrer un projet ou de décoincer un projet déjà existant. Le chantier est aussi une occasion

² Le lecteur peut se référer au diverses études des chantiers d’autoréhabilitation accompagnée « très sociale » réalisées par le PADES : Cérézelle Daniel, *Autoréhabilitation du logement et insertion : deux expériences associatives*, Pades 1998. 95 p. ; Naman Sophie, *Maîtrise de l’énergie et accompagnement à l’autoréhabilitation du logement*, Pades, 2002. 68 p. ; PADES, *L’autoréhabilitation accompagnée, un outil de développement social*, Collection « Pratiques », Fondation de France, Paris 2004. 92 p.

Ces documents sont téléchargeables sur le site : <http://www.padesautoproduction.org>

Crise du "savoir habiter" exclusion sociale et accompagnement à l'auto-réhabilitation du logement, Daniel Cézérelle.

d'apprentissage de l'autonomie, à travers la définition technique du projet, le choix des matériaux, la prise d'initiatives dans la conception des travaux (notons que la participation au montage financier reste faible). Cet apprentissage de l'autonomie est favorisé aussi par la conduite du chantier au quotidien : trouver un rythme, gérer le temps, prendre des initiatives par rapport aux tâches à effectuer.

Après le chantier on constate une restauration de l'image de soi qui s'appuie sur la satisfaction et la fierté du travail accompli, sur l'expérience du plaisir au travail et la joie d'effectuer une activité concrète. La reprise de la confiance en soi favorise la capacité à se projeter dans l'avenir. Ces effets positifs sont favorisés par le fait que le travail sur le logement est une activité qui a toujours eu une forte charge symbolique. La maison fonctionnant comme une projection du moi, l'aménager ou la bâtir c'est l'occasion de « refaire son intérieur » au propre et au figuré.

Pour les relations des bénéficiaires avec leur environnement

On peut décrire les effets en termes de requalification sociale : établissement de liens de confiance avec le propriétaire, capacité à mobiliser des aides extérieures, coups de main, financements de la part de la famille, des amis. Le chantier est aussi l'occasion de renouer un tissu informel de relations, de solidarité, d'établir des relations avec des entreprises et des travailleurs. L'amélioration du cadre de vie permet de restaurer une capacité à recevoir chez soi (visites, sociabilité) et de rétablir de meilleures relations avec le voisinage.

Resserrement des liens familiaux

Dans le couple, à travers la mise en œuvre d'un projet commun mais aussi entre les générations. Le chantier est l'occasion d'une meilleure prise en compte de l'enfant et de lui faire une place : la création de chambre d'enfants apparaît dans beaucoup de dossiers.

Meilleure compréhension des règles sociales techniques, économiques

Notons qu'à l'occasion du chantier le bénéficiaire est remis en position de donneur d'ordre économique, ce qui est symboliquement très important.

La dimension éducative des chantiers d'autoréhabilitation

Nous avons signalé que les enfants sont parmi les principaux bénéficiaires de ces chantiers. Pour eux, le chantier est souvent l'occasion de se voir reconnaître une « place à soi » dans la vie familiale. Il est aussi l'occasion d'une initiation au travail, par la participation aux travaux. Enfin, il favorise un repositionnement éducatif de l'adulte par rapport à l'enfant et l'affirmation d'une autorité.

Une occasion de coopération

Les chantiers sont une occasion de coopération et d'entraide. Cette forme d'autoproduction domestique a un caractère non pas enfermant mais socialisant. L'étude de dix-neuf chantiers montre qu'ils ont été l'occasion de mettre au travail un total de 48 personnes sur la base du volontariat : outre les bénéficiaires, y participent aussi les conjoints (5 fois), les enfants (8 fois), les proches et amis (15 fois). Le chantier est une occasion de développer un capital social et de rompre l'isolement en entrant dans des relations d'échange.

Crise du “savoir habiter” exclusion sociale et accompagnement à l’auto-réhabilitation du logement, Daniel Cézérelle.

Les expériences associatives d’insertion par l’autoréhabilitation du logement que nous avons étudiées ont donc des effets techniques et socialisants très intéressants. Il en résulte une consolidation de la sphère privée et une initiation à la sphère publique. L’autoréhabilitation a des effets pluridimensionnels, non seulement techniques mais aussi psychologiques et sociaux. On peut les décrire en termes d’amélioration du logement et de mise aux normes (de sécurité et d’hygiène) mais aussi en termes d’entretien, d’appropriation et d’adaptation aux modes de vie. Au plan individuel, nous avons pu mettre en évidence les effets dynamisants des chantiers qui sont l’occasion d’un apprentissage de l’autonomie et de restauration de l’image de soi. Au plan social, les effets en termes de requalification sociale, de requalification éducative, de meilleure compréhension des règles sociales et de consolidation des liens familiaux nous paraissent pouvoir être très importants. Au plan économique, il convient de rappeler qu’un chantier d’autoréhabilitation accompagnée ne fait pas que coûter. Selon le degré d’autonomie des bénéficiaires il peut être l’occasion de participer aux échanges et de produire de la richesse. Loin de conduire à un repli sur la sphère domestique, cette forme d’insertion par l’économie non-monétaire favorise l’ouverture aux échanges sociaux et l’initiation des jeunes à la valeur travail. Voilà beaucoup d’effets intéressants pour un investissement qui reste, somme toute, modeste.

Crise du "savoir habiter" exclusion sociale et accompagnement à l'auto-réhabilitation du logement, Daniel Cézérelle.

A quoi sert l'autoréhabilitation ?

| Consolidation de la sphère privée | | Initiation à la sphère publique | |
|-----------------------------------|--|---------------------------------|---|
| Autonomisation | <ul style="list-style-type: none"> -acquisition de savoir-faire -satisfaction autonome des besoins -construction d'un mode de vie adapté -appropriation de l'habitat | Intégration | <ul style="list-style-type: none"> - reconnaissance par l'environnement local - nouvelle image publique - recevoir chez soi |
| Qualification éducative | <ul style="list-style-type: none"> -faire sa place à l'enfant -retrouver une utilité dans la famille -retrouver une autorité | Qualification sociale | <ul style="list-style-type: none"> -initiation des enfants à la valeur travail -accès au rôle de producteur -capacité de coopération |
| Construction symbolique du moi | <ul style="list-style-type: none"> -refaire son intérieur -réorganiser le rapport : <ul style="list-style-type: none"> -au temps (projet) -aux choses (matériaux) -au corps (gestes) | civilité | <ul style="list-style-type: none"> -apprentissage des règles d'échange et entraide -accès au statut de donneur d'ordre -compréhension des droits et devoirs des occupants -compréhension des règles techniques, économiques, urbaines |

La peste ou le choléra ?

Les évaluations de ces actions d'accompagnement à l'autoréhabilitation font ressortir des effets sociaux qui, à première vue, semblent positifs. Mais peut-on s'autoriser de ces résultats pour préconiser une généralisation de ces démarches de développement social et un véritable soutien par les politiques publiques ? Une telle proposition pose des questions qui sont à la fois politiques et théoriques : les résultats positifs obtenus ne cachent-ils pas un vice de fond ? En effet, encourager la capacité à faire soi-même n'est-ce pas aller à rebours de l'évolution sociale caractérisée depuis plusieurs siècles par les progrès de l'échange monétaire et du salariat ? Si l'emploi est devenu dans les sociétés modernes le « grand intégrateur », encourager

le développement d’activités productrices de bien et de services hors de la relation salariale, voire hors de la relation monétaire, n’est-ce pas rendre plus difficile encore l’intégration sociale de publics en difficulté ? L’accompagnement à l’autoproduction peut-il être réellement un support de développement social ; n’est ce pas plutôt du « bricolage occupationnel écolo-rétro » ? Ne vaut-il pas mieux mobiliser les moyens disponibles pour créer plus d’emplois ? Sous prétexte d’une amélioration visible et rapide de la situation matérielle de ces ménages ne favoriserait-on pas la mise en place durable d’une société à deux vitesses ? Réactiver des formes de travail et d’activité dépassées, cela ne revient-il pas à lutter contre l’exclusion et la misère par la dualisation, c’est-à-dire par la création d’une société à deux vitesses ? Ne vaut-il pas mieux trouver pour ces publics éloignés de l’emploi d’autres formes, plus souples et progressives d’insertion professionnelle, la seule qui serait réellement adaptée aux sociétés modernes ?

Une question d’égalité

Autoproduire son logement n’est pas une chose nouvelle qu’il s’agisse d’autoréhabilitation ou d’autoconstruction. Il suffit de se rappeler les actions et l’influence d’un mouvement comme celui des Castors, lors de la période de reconstruction du début des années cinquante, pour prendre la mesure de l’importance passée des pratiques d’autoconstruction dans les milieux populaires. Mais cette manière d’aborder la production «sociale» du logement a connu un déclin au cours des «trente glorieuses», alors que le mouvement HLM concentrerait ses efforts sur la production industrialisée de logement collectif vertical qui va s’imposer pour longtemps comme la solution quasi exclusive du problème du logement social. Or, l’autoproduction collective ou individuelle, appuyée sur une mise en commun de l’achat des matériaux, des assurances, etc. correspond à une tradition ouvrière plus respectueuse du caractère pluridimensionnel de «l’habiter», de l’usage et de l’appropriation du logement. Mais aujourd’hui la législation, les dispositions et les pratiques administratives se sont organisées autour du modèle dominant de la production industrialisée d’unités de logement à prix modéré.

Il n’en reste pas moins que l’autoconstruction du logement n’a pas complètement disparu. Cette stratégie d’accès au logement est parfois mise en œuvre par des ménages à revenus modestes ou faibles : Les Castors continuent à exister en France. Menée il y a une quinzaine d’années sur la cité Chauvin au Havre³, une étude fort intéressante a montré comment «l’habitus» de l’autoconstruction est un modèle qui passe de génération en génération dans des milieux ouvriers. Cette étude met en évidence l’effet autonomisant et socialisant de ces pratiques mises en œuvre par un public qui connaît d’importantes difficultés économiques mais qui reste intégré socialement par sa participation à une culture ouvrière.

On peut faire des remarques analogues au sujet de l’autoréhabilitation du logement. La pratique est loin d’être en extinction, la multiplication des grandes surfaces du bricolage et l’importance de leur chiffre d’affaires attestent de sa vitalité dans les classes moyennes aussi bien que populaires. Pour illustrer cette affirmation nous ne disposons que de données déjà un peu anciennes qu’il conviendrait d’actualiser. L’enquête mode de vie réalisée par l’INSEE en 1988-1989 révèle l’importance des activités liées à la transformation, à l’aménagement et à l’entretien du logement et à la contribution qu’elles apportent au bien-être des ménages. Une étude menée par le CERPEAU à Denain, banlieue ouvrière traditionnelle, permet de préciser l’importance de ces pratiques. Il en ressort que les petits travaux (décoration, petit entretien) sont effectués à 90 % par les habitants. Les travaux les plus importants en temps et en coût de réalisation et requérant des connaissances techniques précises font également partie du

³ Ruiz, Taler, Prieur, Laé, Girard : les modes de promotion du logement à l’initiative des familles défavorisées. Recherches sur l’autoconstruction et l’auto-urbanisation, «La Cité Chauvin au Havre».

domaine de l'autoréhabilitation, pour 50 % à 90 % des cas selon les travaux. Citons les travaux de plomberie, d'électricité, de maçonnerie, de plâtrage et de carrelage. L'étude signale deux exceptions : la réfection des toitures et ce qui touche au chauffage central qui sont, dans plus de deux cas sur trois confiés à un artisan ou une entreprise. Ainsi la première conclusion de cette étude c'est que «les pratiques d'autoréhabilitation ne peuvent être réduites au petit bricolage du week-end. Pour nombre de Denaisiens, elles sont un mode d'amélioration du logement, voire une véritable autoproduction de leur habitation»⁴. Cette étude date de 20 ans elle aussi, mais des travaux plus récents, menés sur le quartier de la Croix-Rousse à Lyon, confirment l'actualité de ces analyses⁵. L'étude se fonde sur l'examen approfondi de douze situations assez diversifiées qui attestent bien du fait que l'autoproduction en matière de logement n'est pas du tout le stigmate de la pauvreté, puisque les revenus vont du SMIC au salaire de cadre aisé.

Mais les études dont nous disposons montrent également que la bonne volonté ne suffit pas et les motifs économiques non plus pour enclencher un projet d'autoréhabilitation. L'étude sur Denain conduit Duparc et Gayraud à signaler que certains publics en sont exclus. Ce sont ceux qu'ils appellent «les occupants captifs» : personnes âgées, invalides, sans ressources, etc. Ces habitants, nous disent-ils, sont contraints, du fait de leurs ressources, à rester dans des logements très vétustes et à faibles loyers. Tout concourt à réduire à néant leur capacité d'amélioration du logement. Aux contraintes financières s'ajoutent en effet, pour ce qui est de l'autoréhabilitation, des handicaps physiques et une incompétence technique. Pour ces habitants les plus démunis, concluent-ils, force est de constater que les pratiques d'autoréhabilitation ne sont daucun secours. L'étude mode de vie de l'INSEE souligne à ce sujet que l'autoproduction est très souvent associée à la détention d'un capital social, ce qui explique pourquoi ce sont les plus démunis qui ont le plus de difficultés à recourir à l'autoréhabilitation. Tout le monde ne dispose pas du capital technique, relationnel (et pas seulement financier) pour s'y engager. De leur côté les Compagnons bâtiiseurs de Rennes, qui organisent des stages de formation aux techniques du bâtiment dans une perspective de soutien à l'économie domestique, soulignent, eux aussi, que les plus démunis ne s'y inscrivent presque jamais et qu'ils recrutent leur public dans les classes moyennes.

Faut-il donc se résigner à ce que les plus démunis, les publics menacés d'exclusion ne puissent accéder par l'autoréhabilitation à un logement adapté et que la seule solution soit de renforcer les voies d'accès au logement «social» fourni par des organismes spécialisés ? Laissons de côté le fait qu'actuellement les bailleurs sociaux exigent des garanties de ressource toujours plus élevées, ce qui renforce l'exclusion par le logement des ménages en difficulté sociale. Imaginons que cet obstacle financier soit levé, il n'en reste pas moins qu'une telle stratégie n'est pas opérante pour une partie de ces publics auxquels elle fait courir, nous l'avons déjà signalé, au moins deux risques. D'une part le relogement dans le parc social ou très social peut entraîner une rupture des liens de sociabilité. D'autre part l'accès à du logement produit selon des normes industrielles s'oppose à une véritable appropriation de l'habitat et contribue au maintien d'une culture de la dépendance, si souvent déplorée chez les usagers de l'habitat social, et dont les conséquences matérielles et financières sont très lourdes.

⁴ Duparc, J. B. et Gayraud S. : «Pratiques d'autoréhabilitation et conséquences sur le mode d'intervention de la puissance publique», l'exemple de Denain Centre ancien, CERPEAU, Mars 1979.

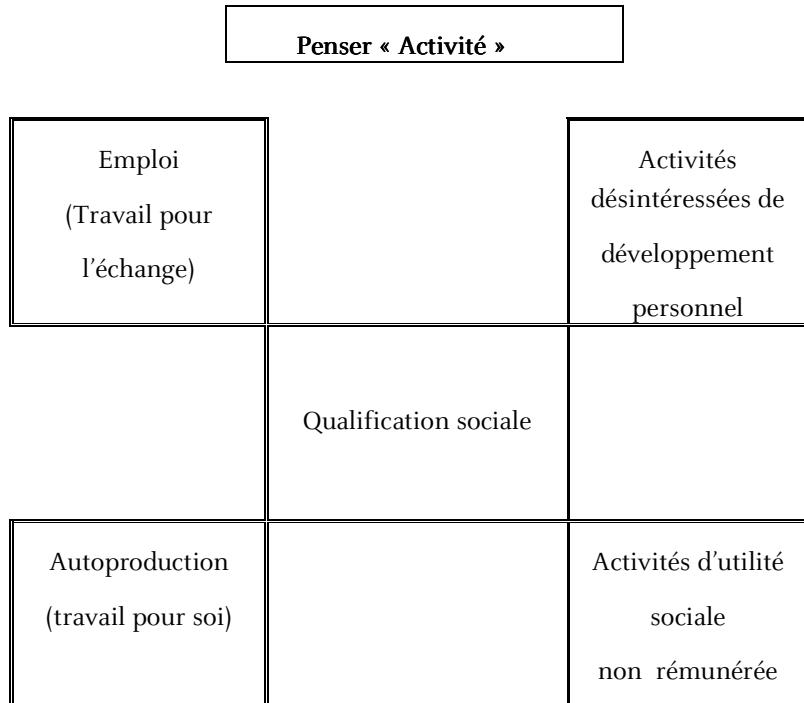
⁵ Chevallier Marie-Laure : *L'autoréhabilitation en centre ville (...) exemple du quartier de la Croix Rousse à Lyon*, DEA «Villes et sociétés», Institut d'urbanisme de Lyon 1997.

Crise du "savoir habiter" exclusion sociale et accompagnement à l'auto-réhabilitation du logement, Daniel Cézérelle.

Penser *activité* et *ressources* et pas seulement *emploi* et revenu *monétaire*.

En dépit de l'angoisse légitime qui est suscitée par le chômage il convient de rappeler que l'accès à l'emploi n'est pas et ne peut pas être la réponse unique aux problèmes d'exclusion sociale. Dans notre société l'accès à l'emploi salarié est une des voies privilégiées de l'insertion sociale, mais ce n'est pas la seule. De même l'insertion sociale ne se réduit pas au fait d'être salarié ; par contre l'*activité* en est une dimension essentielle.

Pour nous tous, la capacité à s'intégrer socialement ne dépend pas seulement de l'accès à un emploi et aux revenus de l'emploi. Si on réfléchit en termes de lien social ou de capital social, la participation à la vie sociale suppose une *qualification sociale* que chacun de nous construit au carrefour de quatre types d'activité. Ces quatre types d'activité sont : l'emploi ; les activités désintéressées de développement personnel ; les activités d'utilité sociale non rémunérées (c'est-à-dire le bénévolat) ; l'autoproduction. On peut illustrer cet énoncé par un schéma emprunté à Guy Roustang :



Notre idéologie économique ne reconnaît de valeur socialisante qu'à l'emploi. Il est exact que le développement économique s'est nourri du transfert progressif d'activités de la sphère domestique vers l'économie monétaire puisque quantité de biens et de services autrefois produits dans le cadre domestique sont maintenant achetés à l'extérieur par les ménages. Cependant, pousser à l'extrême la marchandisation de toutes les activités bute sur des limites anthropologiques. Prenons un exemple un peu scabreux mais clair : dans le domaine du « service sexuel » l'échange non monétaire, le don mutuel de soi, nous semble humainement et socialement plus riche que l'échange monétaire, même s'il est facile d'argumenter qu'il est moins « rationnel » économiquement. Bien évidemment il serait pourtant absurde de vouloir passer d'un extrême à l'autre et de considérer, par exemple, que dans tous les domaines l'autoproduction doit être systématiquement préférée à l'achat de biens et de services sur le marché. C'est pourquoi, en rupture avec la pensée économique qui ne peut penser l'insertion

sociale qu’en terme d’accès à l’emploi, le courant de l’économie solidaire cherche une articulation socialement optimale entre ces quatre formes d’activité.

Un examen attentif des modes de vie contemporains montre que, dans la société moderne, l’économie non monétaire existe et surtout qu’elle n’est pas une pratique résiduelle, un archaïsme. Loin de là. Les enquêtes réalisées par l’INSEE sur le mode de vie des français révèlent l’importance de l’autoproduction, de l’échange et de l’entraide non monétaires. Aussi une étude récente montre que les ménages obtiennent leur bien-être matériel en combinant deux types de ressources. D’une part, des ressources monétaires, fruits en général de leur activité professionnelle, qui leur permettent d’accéder aux marchés des biens et services. D’autre part, leurs propres ressources en main-d’œuvre ou celles qu’ils peuvent mobiliser auprès de leurs relations et qu’ils utilisent directement, par exemple quand ils entretiennent leurs vêtements, bricolent, préparent leurs repas, améliorent leur logement ou leur résidence secondaire.

La part du travail domestique des ménages ne doit pas être sous-estimée ; nous avons déjà rappelé qu’elle est en effet considérable. Le bien-être des ménages résulte donc largement de ce qu’ils font aussi par eux-mêmes⁶. Pour l’autoproduction des jardins appartenant à des particuliers, on est surpris d’apprendre que si on valorise au prix du marché la consommation de légumes et fruits frais provenant des jardins, celle-ci représente 23 % de la consommation française à domicile de légumes et fruits, qu’ils soient frais, surgelés ou en conserve⁷.

De fait, l’autoproduction reste importante. Elle est parfois contrainte (dans les activités routinières du ménage), elle est parfois source de plaisir (lorsqu’on s’occupe de ses enfants, lorsqu’on prépare la cuisine pour recevoir des amis...). On n’a pas d’idée précise sur l’évolution des rapports entre autoproduction et économie monétaire, pour la simple raison que tout le dynamisme économique et l’augmentation des richesses ont été attribués jusqu’à présent à l’économie de l’échange monétaire, reposant sur une forte division du travail, sur la spécialisation, et sur des équipements de production de plus en plus performants. Sur la longue durée, il y a eu réduction de l’autoproduction et progrès de l’économie des échanges monétaires. Depuis quelques années on ne sait plus très bien, et il serait intéressant d’étudier les mouvements de l’autoproduction vers les échanges monétaires et les mouvements inverses. Pour prendre deux exemples : les surgelés réduisent l’autoproduction dans la préparation des repas, mais le développement des magasins de bricolage favorise le faire soi-même.

Les analyses des statisticiens mettent en évidence un point important qui va à l’encontre des stéréotypes misérabilistes sur l’économie non monétaire : l’autoproduction n’est pas le stigmate de la pauvreté. Bien au contraire ni l’autoproduction ni l’entraide ne corrigent les inégalités. La production domestique ne corrige pas la faiblesse des ressources monétaires des plus pauvres, elle semble plutôt améliorer le niveau de consommation des classes moyennes. Quant à l’entraide, elle tend aussi à s’accoûter avec le niveau de vie et avec le revenu. Une des raisons principales tient à ce que pour recevoir il faut sans doute aussi donner, et pour recevoir un peu plus il faut également donner un peu plus. Celui qui n’a rien à donner ne peut se mettre en position de recevoir, c’est pourquoi la richesse en relations, en «Capital Social» est positivement corrélée avec la richesse économique.

Alors que « les échanges réciproques de gros travaux de bricolage, de déménagements, de décoration, d’aide scolaire, d’accompagnement en voiture correspondent aux relations hors familles, aux couples avec enfants et aux couples aisés »⁸, les plus démunis sont souvent ceux qui sont privés du capital culturel, technique et relationnel pour mettre en œuvre de telles ressources. Le recours à l’économie non-monétaire n’est pas le fort des plus démunis et bien au

⁶Degenne Alain et alii, «La production domestique atténue-t-elle la pauvreté ?», *Economie et Statistique*, n° 308-309-310, 1997, 8-9-10.

⁷ Dubeau D. «Les Français ont la main verte». *INSEE premières*, n° 338, Août 1994.

⁸ Degenne A. et alii, op. cit.

contraire l'impossibilité d'y recourir aggrave leur exclusion et sa reproduction comme le montre une étude que nous avons menée en 1990 sur les allocataires du RMI⁹.

Économie non monétaire et socialisation

Selon nous une évaluation de l'intérêt social et technique de l'autoréhabilitation accompagnée ne doit pas se laisser enfermer dans une alternative artificielle entre le moderne ou l'archaïque, la citoyenneté formelle ou la communauté ghettoïsée. Le problème n'est pas de savoir si l'autoproduction en soi, pensée comme une catégorie intemporelle, est productrice ou non de citoyenneté et d'ouverture à la vie sociale. En pratique, dans la société contemporaine les ressources de l'économie non monétaires se combinent forcément avec celles de l'économie monétaire. Selon les contextes et les modes de vie, ces combinaisons peuvent prendre des formes très différentes quantitativement et qualitativement. L'important est donc de clarifier à quelles conditions l'accès à certaines formes d'autoproduction peut avoir des effets autonomisants et socialisants et comment des dérives vers l'enfermement domestique ou la ghettoïsation communautaire peuvent être évitée.

Certes les programmes d'autoréhabilitation accompagnée n'ont pas d'effets remarquables en termes d'emploi : ils ne transforment pas par magie des exclus en salariés ordinaires mais ils opèrent à un autre niveau que nous qualifierons de «primordial», au sens étymologique, c'est-à-dire « premier dans l'ordre des choses ». Premièrement, on observe des effets de consolidation de la sphère domestique, mais ceux-ci ne se réduisent pas à un repli « pré-moderne » sur la sphère du labeur domestique dont l'exploitation procurerait un moyen d'accès alternatif à la satisfaction des besoins qui excèdent la capacité des ressources monétaires du ménage. Outre les effets matériels sur le logement dont la qualité est transformée, d'autres effets ont lieu, restauration de l'image de soi, qualification éducative, apprentissage de l'autonomie, qui sont directement liés au « faire par soi-même et pour les siens ». L'accès à une capacité d'autoproduction favorise un premier pas hors de la culture de la dépendance et de l'assistance, ainsi que la réorganisation d'un mode de vie propre. Mais cette consolidation de la sphère domestique ne veut pas dire un enfermement ou une ghettoïsation communautaire. La restauration de l'image de soi permet d'aller vers les autres et de s'avancer vers la vie publique. À certaines conditions il n'y a pas opposition mais complémentarité des deux logiques.

Répétons-le : c'est parce que l'autoproduction favorise une consolidation de la sphère privée qu'elle permet une initiation à la sphère publique. On observe donc que l'accès à l'autoproduction peut engendrer une consolidation dialectique du privé et du public alors que trop souvent notre imaginaire politique tend à les figer dans une relation d'opposition. L'apprentissage de certains savoir-faire est aussi l'occasion d'apprendre à savoir-être avec. La mobilisation de ressources techniques requiert le développement de ressources culturelles et sociales. Ainsi en même temps que le chantier d'autoréhabilitation consolide l'autonomie du ménage et l'apprentissage de l'indépendance il favorise aussi une sociabilité élargie, de par la coopération et la participation aux jeux réglés de l'échange et de la réciprocité. C'est pourquoi nous avons utilisé les notions de requalification sociale et de civilité pour caractériser l'impact socialisant des programmes que nous avons suivis. La notion de lien civil ou de civilité voudrait exprimer le caractère fondamental de ce que l'on peut développer à partir de ces programmes de développement social d'un nouveau type. Cette civilité n'est pas la citoyenneté mais ce qu'il y a au-dessous et qui la rend possible «des choses très simples de la vie quotidienne, ce qui n'est jamais pensé, un certain nombre de comportements produisant du

⁹ Cézérelle D., « Politique locale d'insertion et ressources informelles » in *Le RMI à l'épreuve des faits*, Paris, Syros/Alternatives 1991.

Crise du “savoir habiter” exclusion sociale et accompagnement à l’auto-réhabilitation du logement, Daniel Cézérelle.

respect mutuel, de l’intercompréhension, de la reconnaissance»¹⁰. Cette civilité est une des dimensions importantes du lien social car elle fournit le soubassement de la citoyenneté¹¹.

La part occultée de l’économie

Si le développement technique et économique favorise la croissance de certains types de richesses, il contribue à en supprimer d’autres qui se prêtent moins aisément à la mesure mais qui sont pourtant d’une grande importance sociale. Rappelons qu’initialement l’économie désigne la gestion réglée (*nomos*) de la vie domestique (*oikos*), laquelle n’implique pas nécessairement des échanges monétaires. Malthus, un des fondateurs de l’économie politique, en était bien conscient, qui écrivait que si « nous voulons faire de l’économie politique une science positive fondée sur l’expérience et susceptible de donner des résultats précis, il faut prendre le plus grand soin d’embrasser seulement les objets dont l’accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d’évaluation. [...] Un pays sera donc riche ou pauvre, selon l’abondance ou la rareté des objets matériels dont il est pourvu¹² ». Mais, ce faisant, il savait qu’il retenait une définition restrictive de la richesse puisque selon lui celle-ci correspond à tout ce que l’homme désire comme pouvant lui être utile et agréable: « toutes les choses matérielles ou intellectuelles, tangibles ou non [...] elle comprend par conséquent les avantages et consolations que nous retirons de la religion, de la morale, de la liberté politique et civile, de l’éloquence, des conversations instructives et amusantes, de la musique, de la danse, du théâtre, et d’autres services et qualités personnelles »¹³. Mais, comme le signale Guy Roustang¹⁴, tout s’est passé comme si les économistes soucieux de lutter contre la rareté avaient considéré que toutes ces richesses non économiques n’auraient pas à souffrir, bien au contraire, de l’augmentation des richesses économiques rendue possible par le progrès technique : plus on produit, meilleur on est, ou encore : plus, c’est mieux. Dans cette perspective la technique et l’économie monétaire sont l’infrastructure de la société, leur progrès conditionnant tous les autres progrès. L’autre aspect de cette hégémonie de l’économie monétaire, c’est la place prépondérante prise dans les esprits par l’emploi salarié qui a rejeté dans l’ombre les activités non économiques et le travail non rémunéré. Aujourd’hui quand on parle d’économie, tout naturellement on parle d’économie monétaire, que ce soit l’économie privée marchande ou l’économie publique non marchande. Ainsi le PIB n’intègre pour ainsi dire pas l’autoproduction et l’économie non monétaire dans ses calculs de la richesse¹⁵.

Pourtant, même dans notre société technicienne et marchande, en ce qui concerne la seule économie domestique, on a pu estimer à partir de l’enquête budget temps de 1974, que les Français avaient consacré 48 milliards d’heures au travail domestique, et 41 milliards au travail rémunéré. De 1975 à 1985, l’écart s’est accru, le temps de travail domestique augmentant, celui du travail professionnel diminuant (Chadeau 1989). Si l’on cherche à estimer de combien il faudrait augmenter le PIB si l’on tenait compte de la valeur de ce travail domestique, on aboutit

¹⁰ Bernard Eme, in *Les régies de quartier, regards de chercheurs*, Plan Urbain, 1995

¹¹ Pour une discussion plus approfondie du rôle socialisant de l’autoproduction nous renvoyons à nos articles : « Autoproduction et développement social » in ‘Espace public et économie solidaire’, revue *Hermès* n° 36, CNRS Éditions, 2003 et « Les jardins familiaux, lieux d’initiation à la civilité », revue *Communication*, n° 74, 2003.

¹² Thomas-Robert Malthus, *Principes d’économie politique*, Paris, Calmann-Levy, 1969, p.13-14.

¹³ Ibid.p.4 et 5.

¹⁴ Roustang Guy, « Centralité de l’économie monétaire ou économie plurielle ? », in *Économie non monétaire, politiques d’insertion et lien social*, Univ. Neuchâtel-UNESCO, 2000.

¹⁵ Caillavet France, « L’intégration de la production domestique dans les comptes nationaux », *Récentes avancées et perspectives*, INSEE - Stateco N° 83/84, sept. déc. 1995, pp. 55-76.

à 35% ou 75 %¹⁶. L’incertitude dans cette évaluation tenant aux différentes conventions appliquées pour attribuer un prix à des activités qui se réalisent au sein des ménages, sans recours direct aux marchés des biens ou des services. Fernand Braudel parlait d’une « zone d’opacité [qui] s’étend au-dessous du marché ; c’est l’activité élémentaire de base que l’on rencontre partout et qui est d’un volume tout simplement fantastique »¹⁷. Cette « économie du rez-de-chaussée » constitue le socle indispensable de toute vie sociale. Elle forme le monde du non-monétaire, du troc, du domestique, de l’autoproduction. Elle est aussi le lieu de transmission des savoir-faire et des savoir-être et des apprentissages des normes sociales. Elle participe à la reproduction du « capital humain ». C’est ainsi que la famille et le voisinage jouent un rôle indispensable dans la socialisation primaire, qui rend possible une bonne socialisation secondaire dans le système éducatif ou dans l’activité professionnelle.

Pour comprendre le rôle que joue l’autoproduction, et plus largement l’économie non monétaire, dans la société moderne, il nous faut donc nous méfier d’une approche trop évolutionniste d’une vie sociale vouée à passer d’un stade à l’autre de sa transformation en abandonnant toutes les formes liées à l’étape antérieure, condamnées à s’évanouir. À cette vision du changement social comme *trajectoire* on proposera comme correctif une vision du changement comme *construction* étagée, chaque étape gardant sa nécessité comme socle sur lequel s’édifient les étages supérieurs, plus «modernes» de l’économie, et sans le soutien desquels ils ne peuvent fonctionner. S’inspirant des travaux de l’historien Fernand Braudel sur l’histoire économique de longue durée, François-Xavier Vershaye décrit l’économie des sociétés modernes comme un édifice ayant un rez-de-chaussée surmonté de deux étages¹⁸. L’économie du rez-de-chaussée est celle de la production et des échanges domestiques et communautaires. Les échanges y sont non monétaires et codifiés par un ensemble complexe de symboles et de règles sociales favorisant la cohésion du groupe, comme dans toutes les sociétés traditionnelles. L’économie du premier étage, c’est celle du marché local où les échanges sont monétarisés, soumis à des règles publiques et relativement indépendantes des réseaux d’allégeances personnelles. La participation à cette forme d’économie favorise la reconnaissance de chacun comme sujet de droit et comme individu autonome. Enfin, l’économie du deuxième étage correspond à ce que F. Braudel appelle l’Economie-Monde, celle des échanges à grande distance, soumis à des logiques spéculatives et financières opaques, souvent affranchies des règles de droit commun qui font loi dans l’économie du marché local. L’autoproduction et l’économie non monétaire relèvent donc de «l’économie du rez-de-chaussée». Mais celle-ci ne peut être réduite à ce qui doit être aboli pour que se développent l’économie de marché, l’espace public et les formes de la citoyenneté. Bien au contraire, elle peut fournir le socle qui les rend possibles à condition qu’on se préoccupe de ménager des transitions, des «escaliers» ou des initiations favorisant les circulations entre les différents étages. Nous rejoignons ici les auteurs de l’école du MAUSS¹⁹ qui ont montré comment les relations de don et contre-don structurent en profondeur la socialité primaire et persistent à jouer un rôle important dans les strates plus modernes de l’économie, qui ne sont qu’en apparence organisées uniquement par les relations de l’échange marchand.

Certes on peut imaginer, en termes économiques, que la disparition de cette économie du rez-de-chaussée et du «faire par soi-même et pour les siens» favoriserait une croissance considérable des échanges monétaires. Mais au plan anthropologique on peut se demander s’il n’en résulterait pas pour la société un important déficit éducatif et un recul de sa capacité intégratrice. Car si le travail salarié a pu jouer un rôle de «grand intégrateur» de la société

¹⁶ A. Chadeau et A. Fouquet, « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Economie et Statistique*, n° 236 Septembre 1981.

¹⁷ Braudel Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, tome 1, p.8.

¹⁸ Vershaye François-Xavier, *Libres leçons de Braudel, passerelles pour une société non excluante*, Paris, Syros, 1994.

¹⁹ Voir en particulier les ouvrages suivants : Godbout Jacques T., *Le don, la dette et l’identité*, Paris, La découverte / MAUSS, Paris 1998. 190 p. ; Caillé Alain, *Critique de la raison utilitaire*, La Découverte, Paris 1988. 139 p.

moderne c'est parce que d'autres processus de socialisation opéraient, sans que l'on y fasse bien attention, à un niveau informel. C'est pourquoi il paraît important de préserver un minimum de vitalité de l'économie du rez-de-chaussée, car c'est là que s'élaborent les processus symboliques de construction de la personne et du lien social. Il est légitime de vouloir éviter l'enfermement communautaire et tout cantonnement dans une économie marginalisante. Mais en fait, cette économie du rez-de-chaussée, loin d'entrer en opposition avec l'économie de marché du premier étage, en constitue le complément nécessaire ; loin d'être un enfermement, elle forme l'antichambre de l'économie de marché. La qualification sociale s'avérant de plus en plus indispensable pour accéder à l'emploi et participer à la vie publique, la vitalité de l'économie du rez-de-chaussée permet à tous de l'acquérir ou de la consolider ; elle devient le meilleur passeport possible pour obtenir un travail. Il reste donc important que tous puissent y participer, sans, bien sur, y être enfermés. Or, aujourd'hui pour nombre de personnes cela ne peut pas se faire tout seul, il leur faut un accompagnement technique et social.

Des ressources menacées ?

Dans notre société technicienne et industrielle ce qui allait de soi ne va plus tellement de soi et de nombreux indices suggèrent que les transformations rapides de la civilisation matérielle et du cadre technique de la vie quotidienne favorisent l'inaptitude de beaucoup de personnes à mobiliser les ressources informelles qui conditionnent la maîtrise des savoir-faire de la vie quotidienne.

C'est ainsi que depuis une vingtaine d'années, et à partir d'horizons très différents, des associations ont mis en place des actions d'accompagnement à l'autoproduction. Celles-ci sont non seulement nombreuses, elles sont aussi variées quant à la nature des activités d'autoproduction qui ont été mises en place, et qui touchent divers domaines de la vie quotidienne²⁰. On évoquera à titre d'exemple :

- *la nourriture et l'alimentation* : du jardin collectif à l'épicerie sociale en passant par les ateliers cuisine²¹ ;
- *les vêtements et les textiles d'ameublement (rideaux, canapés...)* : ateliers couture, patchwork, broderie et « friperies » ;
- *le mobilier* : construction, entretien, réparation, dans des ateliers bricolage ;
- *l'amélioration du logement (chantiers d'autoréhabilitation)* : travaux de second œuvre, d'aménagement et d'entretien locatif ;
- *le transport et les déplacements* : entretien et réparation de vélos, mobylettes et de voitures dans des garages coopératifs, etc.

En dépit du fait que la plupart des porteurs de projet et des opérateurs sont isolés et ne se connaissent pas entre eux, en dépit du fait qu'aucun des acteurs n'utilise le terme « d'accompagnement à l'autoproduction » pour désigner ces actions, cette notion peut être légitimement utilisée comme leur dénominateur commun. En effet, il s'agit bien dans tous les cas de consolider la capacité des ménages en difficulté sociale à faire par soi-même, pour soi et pour les siens. On peut donc penser que nous avons affaire à l'émergence d'un ensemble particulier de pratiques qui visent chacune à répondre à un déficit de savoir-faire. C'est donc « en creux » que ces initiatives peuvent être lues comme la manifestation d'une déperdition de la capacité à mettre en œuvre divers savoir-faire de la vie quotidienne. Nous n'aborderons pas

²⁰ Voir notre étude : Cézérelle Daniel et Derouard Muriel, *L'accompagnement à l'autoproduction, un outil de développement solidaire en Aquitaine*, PADES/DIESS 2003.

²¹ Il existe actuellement 1 300 cuisines collectives au Québec. Voir à ce sujet Fréchette Lucie, *Entraide et services de proximité, l'expérience des cuisines collectives*, préface de Guy Roustang, Sainte Foy, Presses de l'université du Québec, 2000, 185 p.

ici la question de savoir si cette dévitalisation des savoir-vivre et des savoir-faire du rez-de-chaussée de la civilisation affecte principalement les publics en difficulté économique ou bien si elle affecte diverses catégories sociales, ni celle de savoir si cette dévitalisation est la cause ou bien l'effet d'une exclusion sociale. Quoi qu'il en soit, c'est la considération de ce contexte général qui nous fait penser que la crise du savoir-habiter risque d'être un trait durable de notre monde et que la production de logements en masse ne sera pas une réponse suffisante au mal-logement. Du point de vue des politiques publiques de l'habitat, compte tenu des coûts considérables qui résultent de la dégradation du parc de logements, ce serait agir « en bon père de famille » que d'investir dans la multiplication des chantiers d'autoréhabilitation du logement qui permettent d'atténuer les conséquences de la crise du savoir-habiter et les coûts économiques et sociaux qui en résultent.

Pour conclure et pour ouvrir

Au plan scientifique, notre interprétation du déficit du savoir-habiter en termes de crise des savoir-vivre, crise qui serait une conséquence du développement technique et économique rapide, soulève de nombreuses questions. Nous n'en évoquerons ici que quelques unes.

Tout d'abord il faudrait mieux mettre en évidence l'unité des diverses manifestations de cette rupture de la maîtrise et de la transmission des savoir-vivre. Il faudrait approfondir ce qui n'est qu'un constat partiel et préciser dans quels domaines et avec quelle ampleur se manifeste cette déperdition. Ainsi, par exemple, conviendrait-il d'examiner en quoi la montée de l'obésité dans les pays industrialisés fait-elle signe vers une panne du savoir-s'alimenter, et quels sont les points communs entre cette panne et celle du savoir-habiter ?

Par ailleurs, il ne suffit pas de dire que le développement technique et économique favorise la dévitalisation de certaines strates des ressources culturelles informelles qui organisent la vie sociale. Pour être convaincante, cette interprétation doit s'appuyer sur une analyse de la manière dont s'effectue cette dévitalisation. Pour cela il faut mieux caractériser la nature de ces ressources informelles, les modalités de leur mise en œuvre, et caractériser les dimensions du développement technique et économique qui contribuent à leur dévitalisation. Selon nous une telle élucidation requiert une analyse de l'interaction entre le symbolique et le technique qui nous fait sortir du champ de l'analyse sociologique pour entrer dans celui de l'anthropologie, voire de la philosophie²².

La troisième difficulté concerne le rythme de cette déperdition des savoir-vivre et les disparités de sa manifestation. Puisque nous présentons la crise du savoir-habiter comme un problème de civilisation technicienne et industrielle, et que celle-ci ne date pas d'hier, il faut préciser ce qui dans les évolutions signalées relève de la longue durée et ce qui est récent.

Enfin, il faudrait aussi expliquer pourquoi cette panne se manifeste de manière différenciée et pourquoi certaines catégories sociales sont moins affectées que d'autres par tel ou tel de ses effets.

Nous n'irons pas plus loin dans l'inventaire des questions soulevées par notre interprétation de la panne du savoir-habiter. Elles sont importantes et restent, pour l'essentiel à explorer. Or très peu de chercheurs se sont intéressés en France à ces questions. Jusqu'à ce jour l'autoproduction est considérée comme un phénomène marginal ne justifiant pas l'appel à la recherche. L'économie domestique et non monétaire paraît si naturelle qu'on oublie son existence pour ne s'intéresser qu'à l'économie monétaire en révolution permanente du fait du dynamisme technicien de nos sociétés. En fait, il reste un travail important à accomplir pour

²² Voir à ce sujet Cézérelle Daniel, « La technique et le rez-de-chaussée de la civilisation » in revue *Entropia*, n° 2, printemps 2007.

Crise du “savoir habiter” exclusion sociale et accompagnement à l’auto-réhabilitation du logement, Daniel Cézérelle.

mieux apprécier la nature et l’ampleur de la panne de la mise en œuvre et de la transmission des savoir-vivre, pour mieux en comprendre les causes profondes et pour déterminer des réponses appropriées. L’exemple de la panne du savoir-habiter et de ses conséquences sur les politiques du logement et de l’habitat suggère qu’il y a là un enjeu important pour les politiques publiques.